

Faire le point sur ...l'Etat

G.Khadri/F.D'Agostino/XDupret

Juin

Aborder la question de l'État aujourd'hui, d'un point de vue de gauche, peut laisser songeur. À première vue, en regardant les positions adoptées au XIX^e siècle, il semblerait que nous nous retrouvons « à front renversé ». Aujourd'hui, c'est la classe dominante qui demande moins d'État, et la gauche qui veut le préserver. A l'époque de Marx, on se trouvait dans une situation à peu près inverse.

Certes, les libéraux voulaient limiter le pouvoir de l'État et surtout empêcher qu'il s'immisce dans leurs juteuses affaires. Ces dernières, cependant, étaient prospères du fait que les États français et anglais étaient capables de coloniser une grande partie du monde et donc de sécuriser les routes du commerce (et les commerçants eux-mêmes) mais aussi d'accorder des monopoles à « leurs » marchands et leurs industries dans ces territoires.

Ennemi d'État

La bourgeoisie a également besoin d'une police qui protège la propriété privée et de lois qui empêchent la mendicité afin d'obliger les pauvres à travailler dans l'industrie. De la même façon, les milieux d'affaires comptent sur la puissance publique pour gérer les centres urbains dont la croissance est importante vers le milieu du XIX^e siècle. Plus fondamentalement, les bourgeoisies européennes soutiennent la formation d'États qui établissent l'égalité juridique formelle des citoyens pour empêcher la noblesse de faire jouer ses privilèges par la force.

Un seul pays fait exception à ce tableau d'ensemble. Il s'agit des États Unis d'Amérique. Ces derniers n'ont pas de colonies. Mais le pays a la taille d'un continent. Par ailleurs, il est entouré de pays relativement indépendants mais plus faibles économiquement. Et cet état de choses permet d'envisager d'autres modes de domination que le colonialisme. Les villes y connaissent une croissance plus importante qu'en Europe. Mais la chose résulte d'une immigration externe. Car les campagnes états-uniennes sont loin d'être exsangues. Au contraire, elles peuvent accueillir une partie des pauvres des villes. Par ailleurs, on ne retrouve pas aux États-Unis une noblesse qui conteste l'égalité formelle avec la bourgeoisie. Pour toutes ces raisons, l'État revêt une importance moins centrale pour la bourgeoisie. Vu la création récente du pays (qui compte encore, à l'époque, de nombreux territoires vierges), l'appareil d'État y est relativement embryonnaire, sans comparaison avec l'Angleterre ou la France.

Au XIX^e siècle, la gauche européenne a fait de l'État son principal adversaire. L'analyse commune à l'ensemble des courants de la gauche a pour fondement l'hypothèse que l'État est par nature au service de la bourgeoisie et constitue un outil de la domination de classe. Marx dans « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte » est catégorique.

« La république parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer pas ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur. Mais sous la monarchie absolue, pendant la première révolution et sous Napoléon, la bureaucratie n'était que le moyen de préparer la

domination de classe de la bourgeoisie. Sous la restauration, sous Louis-Philippe, sous la république parlementaire, elle était l'instrument de la classe dominante, quels que fussent, par ailleurs, ses efforts pour se constituer en puissance indépendante »¹.

Le point de vue de Marx est clair. Il peut se résumer de la façon suivante.

Les révolutions politiques, c'est-à-dire les révolutions de la bourgeoisie qui ont mis en place l'égalité formelle entre citoyens, n'ont fait que renforcer le pouvoir de l'État. Dès lors, la tâche des révolutions sociales consistera, au contraire, à détruire l'État.

Le tournant du XXème siècle

Lors de la révolution de 1917, la question de l'État va se poser pratiquement à la gauche révolutionnaire alors que les Bolcheviques prennent le contrôle de l'appareil d'État russe. Cette situation s'avère plus problématique qu'il n'y paraît. Il n'y a pas vraiment à proprement parler de théorie de l'État marxiste (ni même socialiste²). Et pour cause, l'objectif du mouvement ouvrier était de détruire l'État. Théoriquement la gauche pensait davantage le pouvoir d'État en termes de communes fédérées ou d'Union de Républiques Socialistes et Soviétiques, c'est-à-dire des républiques gouvernées à partir d'un système de soviets (conseils).

Dans la pratique, les bolcheviques vont construire un État très centralisé et omniprésent. Il leur a fallu affronter une guerre civile. Or, il est impensable de développer des fonctions de défense d'un territoire sans s'appuyer sur un État centralisateur. Cet état de choses explique sans doute pourquoi l'armée restera un des piliers de l'URSS jusqu'au bout. Par ailleurs, l'État sera également investi de fonctions socio-économiques qui permettront de favoriser l'industrialisation rapide du pays et promouvoir l'éducation de masse au sein des milieux populaires. Et dans un réflexe de défense vis-à-vis de l'extérieur, l'État permettra le développement des fonctions de police et de renseignement intérieur.

Ce schéma s'est, *mutatis mutandis*, répété, au long du XX^e siècle lors de chaque révolution. D'ailleurs, les expériences d'émancipation du Tiers-monde sauront se souvenir de l'apport des Bolcheviques aux politiques de développement, du moins jusqu'au tournant néolibéral des années 90. Jusqu'à cette époque, la planification fait clairement partie de la panoplie des outils de politique économique et d'émancipation sociale en Amérique latine, en Afrique et en Asie³.

De leur côté, les partis de gauche réformiste (c'est-à-dire les partis dont l'idée de départ était de faire la révolution sociale via une succession de réformes) seront confrontés à un problème de nature similaire un peu plus tard (c'est-à-dire dans les années 1930), à l'époque, notamment, des fronts populaires en France et en Espagne. Dans les deux cas, ces fronts vont être débordés par les forces de la réaction et n'arriveront finalement pas à garder le contrôle sur l'appareil d'État. Avec les conséquences que l'on sait. Car perdre le contrôle du pouvoir d'État s'avère bien souvent tragique. Le destin du *frente popular* espagnol est, à cet égard, particulièrement emblématique.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la social-démocratie va apparaître comme une « alternance acceptable ». La chose n'est, d'ailleurs, pas sans rapports avec la peur qu'inspirait l'Armée Rouge

1 MARX, Karl. *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Éditions du Progrès, Moscou, 1955, p 345.

2 A ce sujet, on fera valoir que Proudhon ne s'avère pas plus antiétatique que Marx. On recommandera, à ce sujet, la lecture de Pierre Ansart. Voir ANSART, P, *Socialisme et anarchisme : Saint-Simon, Proudhon, Marx*, PUF, Paris, 1969.

3 Le fait est souligné par Samir Amin in AMIN, S, *La Déconnexion. Pour sortir du système mondial*, La Découverte, Paris, 1986.

victorieuse du Troisième Reich sur le continent européen. La question du pouvoir d'État n'est décidément jamais bien loin des projets politiques d'émancipation sociale.

Peu à peu, la social-démocratie est arrivée à définir un rôle pour l'État. Au fil des décennies, ce dernier deviendra le garant du statut de salarié. Le rôle de l'État consistera, dès lors, à garantir et gérer les différentes conquêtes sociales des travailleurs via les systèmes assurantiels de sécurité sociale. A l'expression « Etat-providence », on préférera celle d' « État social ». Le développement de l'appareil d'État, durant la période d'expansion de l'État social, ne va pas, loin s'en faut, se limiter aux systèmes d'assurances sociales. L'État va, dès 1945, contrôler les normes en matière de sécurité et d'hygiène dans les entreprises et de respect des droits syndicaux. L'arsenal répressif étatique est mis au service des travailleurs.

De plus en plus à l'aise dans les institutions étatiques, la social-démocratie va progressivement abandonner sa position révolutionnaire. Et elle n'hésitera pas à renforcer les différents appareils d'État, y compris ses appareils répressifs. Le renversement de perspectives par rapport au XIXème siècle s'avère particulièrement patent.

État et ordolibéralisme

Le libéralisme était en grande partie une idée anglaise. On cherchera les racines idéologiques du néolibéralisme aux États-Unis et en Allemagne. Nous avons déjà évoqué le fait qu'en Europe et aux États-Unis, la problématique de l'État s'est posée dans des termes différents.

Outre-Atlantique, l'État n'était, en effet, pas très développé en comparaison avec l'Europe. Sa puissance n'avait rien de commun avec les vieux États européens. Ce qui explique que la bourgeoisie états-unienne a dû trouver d'autres modes de justification pour s'imposer.

Après 1945, il se passe quelque chose de comparable de ce point de vue en Allemagne. Le pays garde d'importantes capacités économique même si son infrastructure est détruite. En revanche, l'État allemand est complètement démantelé. Or, il est nécessaire de reconstruire un État dans la partie occidentale de l'Allemagne.

Il faut une Allemagne forte dans le cadre du conflit est-ouest. Néanmoins l'expérience de deux conflits mondiaux amène les Alliés à craindre que le retour sur la scène d'un État allemand ne soit synonyme de volonté de revanche. C'est dans ce contexte très particulier qu'un groupe d'économistes Allemand va jouer un rôle important. En l'occurrence, l'école ordo-libérale. Il s'agit d'un groupe d'économistes libéraux né dans les années 1930 en Allemagne et regroupé autour de la revue Ordo.

Dès les années trente, ces libéraux se sont farouchement opposés aux nazis. Leur analyse était que le nazisme procédait d'une sorte d'accroissement démesuré et, pour tout dire, monstrueux de l'État. Pour éviter ce type de dérives, les ordo-libéraux proposent de remodeler l'État. Leur proposition ne consistera plus comme dans le libéralisme classique à limiter le rôle de l'État et, somme toute, à lui dire que dans le domaine des affaires, il doit « laisser faire » et « laisser passer ». L'objectif des ordo-libéraux est différent. Ces derniers veulent bâtir un État sous le contrôle du marché.

Cette nuance est de taille. C'est ainsi que, par exemple, l'État ordo-libéral ne devra, bien entendu, pas fausser la concurrence mais en outre, il aura pour mission de favoriser la concurrence. L'originalité de l'ordolibéralisme réside dans le fait que l'État devra jouer un rôle actif dans l'économie et non pas simplement laisser faire. En réalité, l'État ordo-libéral ne se limitera nullement à réguler l'économie. Au contraire, c'est l'État qui sera régulé et évalué en des termes strictement socio-économiques. A y regarder de plus près, la perspective ordo-libérale n'a jamais tant semblé d'actualité aujourd'hui. Par exemple, toutes les grandes agences internationales, de

l'OCDE au FMI, évaluent la manière dont l'État se plie aux règles du marché et devient lui-même un acteur de marché. L'ordolibéralisme apparaît comme vainqueur.

Comment expliquer cet état de choses ? On retiendra deux hypothèses. Tout d'abord, les États socialisants se sont effondrés. Cela signifie la disparition d'un contre-modèle global à opposer au capitalisme néolibéral.

Ensuite, les restructurations du capital, depuis la fin des années 70, ont fragilisé l'assise de l'État social-démocrate. Ce dernier, comme nous l'avons vu, devait servir de garant au statut de salarié. Or, les statuts d'emploi sont, de nos jours, de plus en plus fragiles et précarisés.

Cette configuration particulière a amené, dans les années 90, la plupart de partis de gauche au pouvoir à un nouveau compromis avec le capital. Il semblait, à l'époque, possible de garder une partie de la sécurité sociale mais en l'aménageant pour qu'elle joue dans le sens de la compétitivité. En Belgique ce système a été baptisé État social actif. L'idée était d'imposer à tous les allocataires sociaux une activation, c'est-à-dire les obliger à entrer en concurrence sur le marché du travail et, ainsi, faire pression à la baisse sur les salaires.

A l'heure actuelle, l'absence de contre-modèle global et la précarisation du salariat ont coupé toutes les intersections existant, jusqu'à présent, entre le pouvoir d'État et la gauche. On n'observe pas, cependant, un renouvellement des études sur le rôle de l'État dans le sillage des mouvements zapatistes au Mexique ou des paysans sans terre au Brésil. Un cadre analytique stabilisé peine à émerger de ces laboratoires. Peut-être parce qu'ils laissent trop de côté la question du pouvoir idéologique, c'est-à-dire de l'hégémonie culturelle ? Le débat est loin d'être clos...